

Mécanisme de financement accordé à la BMCE

Fonds de solidarité

Lieu :	Maroc
Identifiant du projet :	51985
Secteur d'activité :	Institutions financières
Public/Privé :	Privé
Date de présentation devant le Conseil d'administration :	7 avril 2020
Statut :	Décaissement
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :	20 avril 2020

Description du Projet

Prêt d'un montant maximal de 100 millions d'euros à Bank of Africa – Groupe BMCE dédié à l'octroi de crédits à des emprunteurs secondaires éligibles confrontés à une baisse d'activité, de chiffre d'affaires et de rentabilité.

Objectifs du Projet

Prêt d'un montant maximal de 100 millions d'euros à Bank of Africa - Groupe BMCE pour des crédits accordés aux emprunteurs secondaires éligibles.

L'impact sur la transition

Score d'IAT : 70

Le projet contribuera à développer la résilience du secteur financier tout en veillant à préserver la concurrence dans ce secteur dans le contexte de l'apparition de la pandémie de COVID-19.

Le client

BMCE BANK SA

Bank of Africa –Groupe BMCE est la troisième banque du Maroc.

Financement de la BERD

Prêt de 100 millions d'euros

Coût total du Projet

Prêt de 100 millions d'euros

Additionnalité

Ce mécanisme d'intervention face à la crise permet à Bank of Africa – Groupe BMCE de répondre aux besoins de liquidités des sociétés et des PME qui connaissent une baisse d'activité, de chiffre d'affaires et de rentabilité, à l'origine de retards de paiement.

Synthèse environnementale et sociale

Projet classé dans la catégorie IF (PES 2019). Bank of Africa devra se conformer aux Exigences de performance 2, 4 et 9 et sera également tenue de mettre en œuvre et de respecter les procédures environnementales et sociales correspondantes de la BERD. Les bénéficiaires, financés dans le cadre de ce mécanisme, devront se conformer aux exigences nationales en matière d'environnement, de santé, de sécurité, et de normes de travail. Les performances environnementales et sociales du Client feront l'objet d'un suivi dans le cadre de l'examen annuel réalisé en fonction de l'indice de durabilité pour le *Sustainability report*.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

s/o

Contact dans l'entreprise

<https://www.bmcebank.ma/>

140 avenue Hassan II, Casablanca (Maroc)

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

20 avril 2020

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD au regard de l'impact sur la transition et le calcul du score d'IAT d'un Projet.

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaires de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La [PES](#) et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la [PES](#).

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent

pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020. [Consulter la page concernant la Politique d'accès à l'information sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.](#)

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Mécanisme de recours sur les projets (MRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme de responsabilisation de la BERD.

Le Mécanisme de responsabilisation examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice.

L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa Politique

environnementale et sociale et les dispositions spécifiques aux Projets de sa Politique d'accès à l'information ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter notre page Internet pour savoir comment déposer un recours via le [formulaire confidentiel en ligne](#), par [courriel](#), par [courrier postal](#) ou par [téléphone](#). Nous sommes disponibles pour répondre à toute question concernant le dépôt ou le traitement d'un recours. L'identité des Requérants peut rester confidentielle sur demande.

La [Politique de responsabilisation dans le cadre des projets](#) et le [Guide révisés](#) entreront en vigueur pour encadrer le traitement des recours après le recrutement du premier ou de la première Responsable du nouveau mécanisme, en 2020.